

D

DÉBITANTS DE TABAC. — Voy. *Tabacs*, §§, 1, 2, 3, 5, 10.

DÉBITS DE BOISSONS. — Proposition de loi de M. Mignot tendant à modifier la réglementation relative aux débits de boissons, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la famille), n^o 651 ; rapport collectif le 3 octobre (2^e séance) par M. Cordonnier, n^o 1189 (voy. *Alcoolisme*, §§ 1, 2 et 3).

DÉCISIONS DE JUSTICE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Desjardins tendant à permettre la révision des décisions de justice prononcées pendant l'occupation allemande à l'encontre des justiciables qui, par suite des faits de guerre ou de résistance, ont été éloignés du lieu des juridictions qui ont prononcé ces décisions, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n^o 15 ; rapport le 10 septembre (2^e séance) par M. Hamon, n^o 719.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 2. — Projet de loi réprimant la remise clandestine aux détenus, de fonds, correspondances, documents ou objets, présenté

à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n^o 215.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à ouvrir un recours en révision contre les condamnations prononcées pour outrages aux bonnes mœurs commis par la voie du livre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n^o 219 ; rapport le 29 août (2^e séance) par M. Jean Guillon, n^o 622. Adoption le 12 septembre 1946 (2^e séance). — Proposition de loi n^o 47.

Loi du 25 septembre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 26 septembre.

§ 4. — Projet de loi relatif à certaines décisions des tribunaux mixtes d'Egypte, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission des affaires étrangères et pour avis à la Commission de la justice, n^o 473) ; rapport le 3 septembre (3^e séance) par M. Gorse, n^o 649 ; avis de la Commission de la justice le 12 septembre (2^e séance) par M. Grimaud, n^o 785. Adoption le 26 septembre 1946. — Projet de loi n^o 62.

Loi du 8 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 9 octobre.

§ 5. — Proposition de loi de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'annulation de certaines décisions ayant prononcé pendant l'occupation le divorce, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice, n° 549.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 6. — Proposition de loi de M. Bouvier-O'cottureau tendant à la réhabilitation des Français condamnés par des tribunaux militaires ou civils, alors que les faits pour lesquels ils ont été poursuivis étaient des actes patriotiques, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n° 575.

Il n'a pas été présenté de rapport.

DÉCORATIONS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Desjardins tendant à attribuer aux prisonniers de guerre évadés de la guerre 1939-1945 la médaille dite « des évadés », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 83.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de loi de MM. Desjardins et July tendant à remettre en vigueur la loi du 14 mars 1936 créant la médaille des prisonniers civils, otages et déportés de la grande guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 84.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. Edouard Herriot et plusieurs de ses collègues tendant à créer une distinction au profit des réfractaires et maquisards, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions),

n° 123 ; rapport le 19 septembre (2^e séance) par M. Le Sassier Boisauné, n° 915.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 4. — Proposition de loi de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une médaille commémorative en faveur de tous les Français et Françaises déportés politiques, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des pensions), n° 172 ; rapport le 19 septembre (2^e séance) par M. Le Sassier Boisauné, n° 908.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 5. — Proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter les traitements annuels de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 205 ; rapport le 17 septembre par M. Vieljeux, n° 836 ; rapport supplémentaire collectif le 1^{er} octobre par M. Vieljeux, n° 1135 (voy. *ci-dessous*, § 8. •

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 6. — Proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à valoriser la médaille coloniale, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la défense nationale et pour avis à la Commission des finances, n° 227.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 7. — Proposition de loi de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter le taux de l'indemnité versée aux médaillés d'honneur du travail, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n° 273 (1).

(1) Retirée par l'auteur (*J. O.* du 21 sept., p. 3910).

§ 8. — Proposition de résolution de M. Darou et plusieurs de ses collègues ten-

dant à inviter le Gouvernement à revaloriser les traitements annuels de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n^o 373 ; rapport supplémentaire collectif le 17 septembre par M. Vieljeux, n^o 836 (voy. *ci-dessus*, § 5.

§ 9. — Proposition de résolution de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir le droit à la médaille de la famille française pour toute mère de famille de nationalité française, quelle que soit son origine, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la famille), n^o 433 ; rapport le 11 septembre par Mme Brossollette, n^o 740. Adoption le 3 octobre 1946 (1^{re} séance). — Résolution n^o 97.

§ 10. — Proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférant, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n^o 515 ; rapport le 26 septembre (3^e séance) par M. Getten, n^o 1072. Adoption le 5 octobre 1946. — Proposition de loi n^o 124.

Loi du 30 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 31 octobre.

§ 11. — Proposition de résolution de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs et des institutrices, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'éducation nationale), n^o 631 ; rapport le 28 septembre (2^e séance) par Mlle Dienesch, n^o 1114.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 12. — Proposition de loi de M. Bouvier-O'Gottreau tendant à étendre à certaines

catégories d'anciens combattants le droit au port de la médaille de la Résistance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n^o 645.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 13. — Proposition de loi de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues tendant à allouer une indemnité aux médaillés d'honneur du travail, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n^o 950.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 14. — Proposition de loi de M. Pierre-Grouès et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une promotion dans la Légion d'honneur au profit de certaines catégories d'habitants des régions tenues sous le feu de l'ennemi pendant la guerre 1914-1918, présentée à l'Assemblée Nationale le 23 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la défense nationale), n^o 983.

Il n'a pas été présenté de rapport.

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES.

— Déclaration du Gouvernement Provisoire de la République française lue par M. Georges Bidault, Président du Gouvernement Provisoire de la République française, le 26 juin 1946, n^o 4.

DÉCRET DE CESSATION DES HOSTILITÉS. — Voy. *Délais de procédure*, § 2.

DÉFENSE DU FRANC, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (FINANCES).

DÉFENSE NATIONALE, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ARMÉES).

DÉFENSE NATIONALE (Absence du Ministre de la), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ARMÉES).

DÉFICIENTS DE LA MOTILITÉ. — Voy. *Facilités de circulation*, § 1^{er}.

DÉFICIT, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

DÉLAIS.

- de grâce. — Voy. *Brevets d'invention*, § 5.
- de paiement. — Voy. *Impôts*, § 14.

DÉLAIS DE PAYEMENT. — Proposition de loi de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des délais de paiement aux sinistrés et spoliés, acquéreurs de biens sous séquestre provenant de patrimoines ennemis ou des collaborateurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions et pour avis à la Commission des finances), n^o 334 ; rapport le 12 septembre (2^e séance) par M. Morand, n^o 788.

L'Assemblée n'a pas statué.

DÉLAIS DE PROCÉDURE.

§ 1^{er}. — Projet de loi relatif à la prorogation de certains délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 septembre 1946 (3^e séance) par M. Pierre-Henri Teitgen, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (renvoyé à la Commission de la justice), n^o 644 ; rapport le 18 septembre (3^e séance) par M. Desjardins, n^o 877. Adoption le 5 octobre 1946. — Projet de loi n^o 125.

Loi du 26 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 27 octobre.

§ 2. — Proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à régler l'application de la loi du 12 mai 1946 fixant la date de cessation des hostilités à la prorogation des délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 septembre 1946 (renvoyée à la Commission de la justice), n^o 831.

Il n'a pas été présenté de rapport.

DÉLÉGUÉS.

- des jeunes. — Voy. *Travail* (réglementation du), § 8.
- sociales. — Voy. *Organisation municipale*, § 5.

DÉNAZIFICATION EN ALLEMAGNE, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AFFAIRES ÉTRANGÈRES).

DENRÉES.

- alimentaires. — Voy. *Ravitaillement*, § 16.
- paiement des. — Voy. *Statut du fermage*, § 3.
- vente illicite des. — Voy. *Ravitaillement*, § 10.

DENTELLES. — Voy. *Impôts*, § 22.

DÉPARTEMENTS.

- dispositions financières des. — Voy. *Organisation administrative*, § 2.

DÉPENSES (Augmentation des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

DÉPENSES BUDGÉTAIRES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1945*, § 5.

DÉPENSES D'EFFECTIFS (Accroissement des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ARMÉES).

DÉPENSES MILITAIRES EN 1945, Observations y relatives, voy. *Budget de 1945*, § 1^{er}.

DÉPORTÉS.

— politiques. — Voy. *Décorations*, § 4.
— *Fonctionnaires*, §§ 1^{er}, 17, 20. — *Guerre de 1939-1945*, §§ 2, 11. — *Impôts*, § 1^{er}. — *Prisonniers et déportés*, §§ 3, 4, 8, 9.
Voy. aussi *Alsace et Lorraine*, §§ 9, 10, 11.

DÉPORTÉS (Secours aux), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (ANCIENS COMBATTANTS).

DESCENDANTS.

— d'internés morts. — Voy. *Pensions militaires*, § 17.

DÉSÉQUILIBRE DES RECETTES ET DES DÉPENSES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

DÉTENUS (Remise d'objets aux). — Voy. *Décisions de justice*, § 2.

DIPLOMES DÉLIVRÉS PAR LES UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES. — Voy. *Enseignement supérieur*, § 2.

DIVORCE.

— annulation du. — Voy. *Décisions de justice*, § 5.

Voy. aussi : *Code civil*, § 3.

DIVORCÉES. — Voy. *Allocations familiales*, § 5.

DOCTEUR EN MÉDECINE (Diplôme de). — Voy. *Enseignement supérieur*, § 2.

DOMAINE THERMAL DE L'ÉTAT. — Voy. *Nationalisations*, § 3.

DOMESTIQUES. — Voy. *Travail (Réglementation du)*, § 1^{er}.

DOMMAGES DE GUERRE.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Louis Marin tendant à la réparation des dommages de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 juin 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 27 ; rapport collectif le 23 septembre (3^e séance) par M. René Schmitt, n° 987 (voy. §§ 3, 4, 6, 7, 9 et 10 *ci-dessous*. Reconstruction, § 2. Guerre 1939-1945, § 6).

§ 2. — Proposition de résolution de MM. Coty, Courant et Chastellain tendant à inviter le Gouvernement à proroger la date limite du dépôt des déclarations des dossiers relatifs aux dommages de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le

4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 85; rapport le 26 juillet par M. Lenormand, n° 280. Adoption le 9 août 1946 (2^e séance). — Résolution n° 24.

§ 3 — Proposition de loi de M. Vendroux et plusieurs de ses collègues tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 100; rapport collectif le 23 septembre (3^e séance) par M. René Schmitt, n° 987 (voy. § 1^{er} *ci-dessus*, §§ 4, 6, 7, 9 et 10 *ci-dessus*. Reconstruction, § 2. Guerre 1939-1945, § 6).

§ 4. — Proposition de loi de M. Victor Michaut et plusieurs de ses collègues tendant, par l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre, à la réparation intégrale des dommages de guerre subis par les sinistrés, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 155; rapport collectif le 23 septembre (3^e séance) par M. René Schmitt, n° 987 (voy. *ci-dessus* §§ 1 et 3; *ci-dessus* §§ 6, 7, 9 et 10. Guerre 1939-1945, § 6. Reconstruction, § 2.)

§ 5. — Proposition de résolution de M. Maurice-Petsche et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la réparation intégrale des dommages de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission de la reconstruction), n° 200; rapport le 22 août (2^e séance) par M. René Schmitt, n° 503.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à fixer des règles équitables pour la réparation des dommages causés aux

immeubles par faits de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 6 août 1945 (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 330; rapport collectif le 23 septembre (3^e séance) par M. René Schmitt, n° 987 (voy. *ci-dessus* §§ 7, 9 et 10; *ci-dessus* §§ 1, 3 et 4. Guerre 1939-1945, § 6. Reconstruction, § 2).

§ 7. — Proposition de loi de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 405; rapport collectif le 23 septembre (3^e séance) par M. René Schmitt, n° 987 (voy. *ci-dessus* §§ 9 et 10; *ci-dessus* §§ 1, 3, 4 et 6. Guerre 1939-1945, § 6. Reconstruction, § 2).

§ 8. — Proposition de résolution de M. Joseph Laniel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant réparation intégrale des dommages de guerre, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 439.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 9. — Proposition de loi de M. Nisse tendant à l'établissement d'une charte des sinistrés assurant à ceux-ci réparation intégrale des dommages qu'ils ont subis, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 655; rapport collectif le 23 septembre (3^e séance) par M. René Schmitt, n° 987 (voy. *ci-dessus* § 10; *ci-dessus* §§ 1, 3, 4, 6, 7. Guerre 1939-1945, § 6. Reconstruction, § 2).

DOMMAGES DE
GUERRE.

§ 10 — Projet de loi sur les dommages de guerre, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 septembre 1946 par M. François Billoux, Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (renvoyé à la Commission de la reconstruction et pour avis à la Commission des finances), n° 749; rapport collectif le 23 septembre (3^e séance) par M. René Schmitt, n° 987 (voy. *ci-dessus* §§ 1, 3, 4, 6, 7 et 9. Guerre 1939-1945, § 6. Reconstruction, § 2). Adoption le 4 octobre 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 112

Loi du 28 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 29 octobre.

DISCUSSION [4 octobre 1946] (A., p. 4577, 4590); Sont entendus dans la discussion générale : MM. René Schmitt, *Rapporteur*; Laniel, *Rapporteur pour avis de la Commission des finances*; Louis Marin, Morice, Courant, Nisse, Michaut, Coudray, Levindrey, Lecacheux, François Billoux, *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme*; Eugène Petit; Clôture de la discussion générale (p. 4597). — Art. 1^{er} (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article premier (*ibid.*). — Art. 2 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à réserver le droit de l'Etat de réclamer le paiement des dommages de guerre à l'ennemi ou à tous autres auteurs (*ibid.*); Rejet (p. 4598); Amendement présenté par M. Nisse tendant à remplacer les mots : « ouvrant droit à réparation intégrale » par les mots : « seront intégralement réparés » (*ibid.*); Rejet (*ibid.*); Adoption de l'article 2 (*ibid.*). — Article nouveau présenté par M. Nisse tendant à faire évaluer le sinistre et à considérer cette évaluation comme un titre de créance (*ibid.*); Adoption (*ibid.*). — Art. 3 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à supprimer cet article (*ibid.*); Retrait (p. 4599); Amendement présenté par M. Louvel tendant à faire entrer les réparations dans le cadre du plan général d'équipement (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louvel tendant à inscrire la reconstruction dans un plan général de financement (*ibid.*); Adoption (p. 4599); Amendement présenté par M. Coudray concernant le paiement des indemnités de reconstitution des immeubles à usage principal d'habitation (*ibid.*); Réserve (*ibid.*); Retrait (p. 4600); Amendement présenté par M. Nisse tendant à remplacer les mots : « dont le total ne peut dépasser 70 0/0 » par les mots :

« dont le total ne peut être inférieur à 70 0/0 » (p. 4599); Rejet au scrutin (p. 4600); Liste des votants (p. 4656); Adoption de l'article 3 (p. 4600). — Art. 4 : adoption (*ibid.*). — Articles additionnels, présentés par M. Louis Marin tendant à définir les catégories de dommages de guerre (*ibid.*); Rejet au scrutin (p. 4601); liste des votants (p. 4657). — Art. 5 (p. 4601); Adoption des trois premiers alinéas (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à fixer le point de départ des dommages à la date de mobilisation (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Morice tendant à ne pas limiter la réparation des dommages causés par les mines à la date de cessation des hostilités (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption des quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas de l'article 5 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Legry tendant à la réparation des dommages causés aux navires de pêche (*ibid.*); Adoption (p. 4601); Amendement présenté par M. Chastellain concernant les dommages subis par les navires sous réserve des dispositions légales garantissant déjà leur réparation (p. 4601); Adoption (*ibid.*); Adoption du dernier alinéa de l'article 5 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Thiriet et sous-amendement présenté par M. Lareppe concernant les dommages causés aux territoires ayant subi une annexion de fait ou un régime spécial (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Darou concernant les dommages causés aux navires ou bateaux de pêche, même après la date de cessation des hostilités (*ibid.*); Adoption (p. 4602); Amendement présenté par M. Delcos concernant les dommages causés par les inondations (*ibid.*); Cet amendement est déclaré irrecevable (*ibid.*); Amendement présenté par M. Guesdon concernant les dommages matériels causés aux déportés et prisonniers (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); L'article 5 est réservé (*ibid.*); Nouvelle rédaction pour le deuxième alinéa de cet article, présentée par la Commission (p. 4646); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'ensemble de l'article 5 (*ibid.*). — Art. 6 (p. 4602); Amendement présenté par M. Thiriet concernant les dommages causés aux populations expulsées d'office ou par ordre de l'autorité militaire (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Morice relatif aux dommages résultant des destructions opérées par ordre des autorités militaires ou civiles (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article 6 (*ibid.*); Alinéa additionnel présenté par la Commission (p. 4646); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'ensemble de l'article 6 (*ibid.*). — Art. 7 (p. 4602); Amendement présenté par M. Courant tendant à déduire de la créance les indemnités déjà perçues des autorités françaises,

alliées ou de l'ennemi (*ibid.*); Rejet (p. 4603); Adoption de l'article 7 (*ibid.*). — Art. 8 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Guillet tendant au remboursement des cautions versées par les familles de résistants incarcérés (*ibid.*); Réservé (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant au remboursement des fonds et espèces pillés (*ibid.*); Rejet (p. 4604); Amendements présentés : 1° par M. Nisse; 2° par M. René Coty concernant les dommages causés aux fonds de commerce (*ibid.*); Renvoi à la Commission (*ibid.*); Nouvelle rédaction présentée par la Commission pour cet article (p. 4646); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Nisse concernant la perte des éléments non corporels d'un fonds de commerce (*ibid.*); Rejet (*ibid.*). — Art. 9 (p. 4604); Amendement présenté par M. Courant concernant l'application de la loi aux étrangers dont le conjoint a servi pendant la guerre de 1914-1918 ou 1939-1945 (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. René Coty tendant à remplacer les mots : « au cours des hostilités » par les mots : « au cours d'hostilités » (*ibid.*); Retrait (p. 4604); Amendement présenté par M. Gautier concernant les étrangers ayant des enfants mineurs français (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Amendement présenté par M. Desjardins concernant les Français acquéreurs d'immeubles appartenant à des étrangers (*ibid.*); Adoption avec modification (*ibid.*); Adoption de l'article 9 (*ibid.*). — Art. 10 (*ibid.*); Adoption des trois premiers alinéas (p. 4604); Amendements présentés : 1° par M. Allonneau; 2° par M. Poirot concernant les associés ou gérants de personnes morales n'ayant pas retrouvé la nationalité française entre le 1^{er} septembre 1939 et la date du sinistre (*ibid.*); Adoption (p. 4605); Adoption du quatrième alinéa de l'article 10 (*ibid.*); Amendements présentés : 1° par M. Allonneau; 2° par M. Poirot, concernant les personnes morales devenues propriété de Français entre le 1^{er} septembre 1939 et la date du sinistre (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption des cinquième, sixième et septième alinéas (*ibid.*); Amendement présenté par M. René Coty tendant à assimiler aux citoyens français les étrangers ayant servi au cours des hostilités (p. 4605); Retrait (*ibid.*); Adoption du dernier alinéa de l'article 10 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Courant tendant à considérer comme biens français les biens des étrangers ayant servi au cours des hostilités (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'ensemble de l'article 10 (*ibid.*). — Art. 11 et 12 : adoption (*ibid.*). — Article nouveau proposé par M. Kriegel-Valrimont tendant à exclure du bénéfice de la loi les personnes condamnées pour faits de collaboration

(p. 4605); Renvoi à la Commission (p. 4607). — Art. 12 *bis* nouveau présenté par la Commission concernant l'exclusion de personnes condamnées pour faits de collaboration (p. 4646); Adoption (p. 4647). — Art. 13 (p. 4607); Amendement présenté par M. Baumann concernant le cas où la reconstitution du bien sinistré est impossible (p. 4608); Retrait (*ibid.*); Amendement présenté par M. Garey prévoyant le cas où le bien détruit a reçu des améliorations locatives (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Morice tendant à calculer les abattements sur la valeur au moment du sinistre (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Amendement présenté par M. René Coty tendant à tenir compte du travail du sinistré et de sa famille lorsque ceux-ci reconstruisent de leurs mains (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article 13 (p. 4608); Alinéa additionnel présenté par M. Louvel concernant la réparation pécuniaire en cas d'impossibilité de reconstruction (*ibid.*); Retrait (*ibid.*). — Art. 14 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à faire établir par la loi les exceptions au principe de l'intégralité de la réparation (*ibid.*); Rejet au scrutin (p. 4609); liste des votants (p. 4658); Adoption de l'article 14 (p. 4609). — Disposition additionnelle présentée par M. Guesdon tendant à faire dresser procès-verbal énonciatif et estimatif des éléments somptuaires (*ibid.*); Retrait (*ibid.*). — Art. 15 : adoption (*ibid.*); Alinéa additionnel présenté par M. Louis Marin tendant à considérer comme des acomptes les sommes touchées par les sinistrés avant la promulgation de la loi (*ibid.*); Retrait (p. 4610). — Art. 16 : adoption (*ibid.*). — Art. 17 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Baumann tendant à supprimer cet article (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à donner au Gouvernement seul le droit d'autoriser le non emploi (*ibid.*); renvoi à la Commission (p. 4610); Amendement présenté par M. Poirot tendant à supprimer les mots : « sans motif valable » (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Poirot tendant à porter l'indemnité d'éviction à 100 0/0 pour les vieillards, les veuves de guerre et les mutilés (*ibid.*); Retrait (p. 4611); Amendement présenté par M. René Coty tendant à permettre à l'Etat de se libérer par un titre nominatif et éventuellement sous forme de rente viagère (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Poirot tendant à remplacer les mots : « par la loi », par les mots : « par une loi » (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Lenormand tendant à permettre au sinistré âgé de bénéficier d'une rente viagère (p. 4611); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Juvénal concernant

DOMMAGES DE
GUERRE.

l'attribution de l'indemnité d'éviction en cas de non reconstruction d'une exploitation agricole (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); L'article 17 est réservé (*ibid.*); Nouvelle rédaction proposée pour l'amendement de M. Lenormand précédemment adopté (p. 4647); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'ensemble de l'article 17 (*ibid.*). — Art. 18 (p. 4614); Amendement présenté par M. Morice tendant à permettre une modification du coût de la reconstruction en cas de variation des prix (*ibid.*); Retrait (p. 4612); Adoption de l'article 18 (*ibid.*); Alinéa additionnel présenté par M. Guesdon tendant à faire payer le coût de la reconstitution au moment de la liquidation du dossier (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'ensemble de l'article 18 (*ibid.*). — Article 19 (p. 4612); Amendement présenté par M. Guesdon tendant à une nouvelle rédaction de cet article (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Amendement présenté par M. Midol tendant à porter le remboursement forfaitaire du mobilier à 90.000 francs au lieu de 45.000 francs (*ibid.*); Rejet (p. 4613); L'article 19 est réservé (*ibid.*); Nouvelle rédaction pour cet article présentée par la Commission (p. 4647); Adoption (*ibid.*). — Art. 20 (p. 4613); Amendement présenté par M. Le Coutaller tendant à ajouter après les mots : « mobilier professionnel », le mot : « etc. » (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Zunino tendant à supprimer les mots : « faute de preuve » (*ibid.*); Rejet (*ibid.*); Adoption de l'article 20 (*ibid.*); Nouvelle rédaction pour cet article présentée par la Commission (p. 4647); Adoption (*ibid.*). — Article 21 (p. 4613); Adoption des deux premiers alinéas (*ibid.*); Amendement présenté par M. Le Coutaller tendant à se baser sur la valeur vénale des éléments sinistrés au jour du règlement (*ibid.*); Adoption (p. 4614); Adoption de l'ensemble de l'article 21 (*ibid.*). — Art. 22 : adoption (*ibid.*). — Art. 23 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Morice concernant l'indemnité de reconstitution des éléments d'exploitation industrielle (*ibid.*); Adoption (p. 4614); Amendement présenté par M. Zunino tendant à supprimer les mots : « sauf si le sinistré apporte la preuve de l'importance réelle de ses stocks » (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'article 23 (*ibid.*). — Art. 24 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à retirer au Ministre de la Reconstruction le droit de faire une exception au remploi (*ibid.*); Rejet (*ibid.*); Adoption de l'article 24 (*ibid.*). — Art. 25 (p. 4614); Amendement présenté par M. Leviandrey concernant l'abattement pour vétusté ou mauvais état (*ibid.*); Retrait (p. 4615); Amendement présenté par M. Coudray tendant à ne faire profiter de la suppression d'abattement que les propriétaires n'ayant pas plus de

500.000 francs de revenus (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Coudray concernant les petits bateaux de pêche (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'article 25 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Thiriet concernant la reconstruction des bâtiments agricoles (*ibid.*); Retrait (p. 4615); Amendement présenté par M. Courant concernant le cas où la réparation a augmenté la valeur de l'immeuble (*ibid.*); Rejet (p. 4616). — Art. 26 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à reprendre cet article supprimé par la Commission (*ibid.*); Rejet au scrutin (p. 4617); liste des votants (p. 4660); Amendement présenté par M. Guesdon tendant à reprendre l'article 26 avec une nouvelle rédaction (p. 4617); Adoption (*ibid.*). — Art. 27 et 28 : adoption (*ibid.*). — Art. 29 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à n'autoriser les dérogations au remploi que par décret pris en Conseil des Ministres (p. 4618); Rejet (*ibid.*); Amendement présenté par M. Morice tendant à ne pas exiger d'autorisation pour transformations de matériel (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'article 29 (*ibid.*). Art. 30 : adoption (*ibid.*); Disposition additionnelle présentée par M. Juvenal concernant les autorisations de transfert de bâtiments agricoles (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Adoption de l'article 30 (*ibid.*). — Article 31 (p. 4618); Amendement présenté par M. Rincant tendant à soumettre les mutations entre vifs à l'autorisation du tribunal civil (*ibid.*); Adoption (p. 4619); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à ajouter à l'amendement précédent les mots : « le Ministère public entendu » (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendement présenté par M. Morice tendant à soumettre les décisions de refus à l'avis de la Commission nationale (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Adoption de l'article 31 (*ibid.*); Art. 32 : suppression (*ibid.*). — Art. 33 et 34 : adoption (*ibid.*). — Art. 35 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à fixer un délai de six mois pour le dépôt des dossiers (*ibid.*); Renvoi à la Commission (p. 4620); Amendement présenté par M. Legry concernant les dégâts immobiliers inférieurs à 3.000 francs qui ont déjà bénéficié d'une loi antérieure (*ibid.*); Adoption (*ibid.*); Amendements présentés : 1° par M. Louis Marin; 2° par M. Gautier concernant l'évaluation des dommages et les demandes d'indemnité (*ibid.*); L'article 35 est réservé (*ibid.*); Nouvelle rédaction pour cet article présentée par la Commission (p. 4647); Adoption (*ibid.*). — Art. 36 (p. 4620); Adoption (*ibid.*). — Art. 37 et 38 : adoption (*ibid.*). — Art. 39 (*ibid.*); Amendement présenté par M. Greffier tendant à mettre les honoraires d'expertise à la charge de l'Etat (*ibid.*); Retrait (*ibid.*); Amendement présenté par M. Henne-

guelle tendant à ajouter après les mots : « les frais », le mot « normaux » (*ibid.*) ; Adoption (p. 4621) ; Adoption de l'article 39 (*ibid.*). — Art. 40 : adoption (*ibid.*). — Art. 41 (*ibid.*) : Amendement présenté par M. Halbout tendant à attribuer des acomptes allant jusqu'au tiers du montant de la décision (p. 4621) ; Retrait (*ibid.*) ; Retrait de deux amendements non soutenus de M. Louvel (*ibid.*) ; Adoption de l'article 41 (*ibid.*). — Art. 42 : suppression (*ibid.*). — Article nouveau proposé par M. Louis Marin tendant à prévoir une hausse de prix de plus de 10 0/0 entre le moment de l'évaluation et celui de la reconstitution (*ibid.*) ; Rejet au scrutin (p. 4622) ; liste des votants (p. 4661). — Art. 43 : adoption (p. 4622). — Art. 44 (*ibid.*) ; Renvoi à la Commission (*ibid.*) ; Nouvelle rédaction (p. 4647) ; Adoption (*ibid.*). — Art. 45 et 46 : adoption (p. 4622). — Art. 47 (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Rophé tendant à supprimer les mots : « dans le cadre de la caisse autonome » (*ibid.*) ; Adoption (*ibid.*) ; Adoption de l'article 47 (*ibid.*). — Art. 48 à 60 : réservés (*ibid.*) ; Art. 48 (nouvelle rédaction) (p. 4647) ; Adoption (*ibid.*). — Art. 49 (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Chastellain concernant la représentation des sinistrés à la Commission cantonale (p. 4648) ; Adoption (*ibid.*) ; Adoption de l'article 49 (*ibid.*). — Art. 50 : adoption (*ibid.*). — Art. 51 : suppression (*ibid.*). — Art. 52 et 53 : adoption (*ibid.*). — Art. 54 (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Nisse tendant à la convocation des sinistrés devant les commissions cantonales (*ibid.*) ; Rejet (*ibid.*) ; Adoption de l'article 54 (*ibid.*). — Art. 55 à 58 : adoption (*ibid.*). — Art. 59 (*ibid.*) ; Adoption (p. 4649). — Art. 61 à 63 : adoption (p. 4622). — Articles nouveaux présentés par M. Louis Marin sur les modalités de paiement (p. 4623) ; Retrait (p. 4624). — Art. 64 (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Halbout tendant à remplacer le mot : « antérieure », par le mot : « antérieurs » (*ibid.*) ; Adoption (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Yvon concernant la représentation des intérêts d'un navire en copropriété (*ibid.*) ; Adoption (*ibid.*) ; Adoption de l'article 64 (*ibid.*). — Art. 65 (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Prot tendant à une nouvelle rédaction de cet article (*ibid.*) ; Adoption (p. 4625) ; Amendement présenté par M. Lejeune tendant à permettre la constitution de sociétés coopératives (*ibid.*) ; Adoption (*ibid.*). — Art. 66 : adoption (*ibid.*) ; Alinéa additionnel proposé par M. Yvon concernant la reconstruction ou la réparation d'un navire en copropriété (*ibid.*) ; Adoption (*ibid.*) ; Adoption de l'article 66 (*ibid.*). — Art. 67 : adoption (*ibid.*). — Art. 68 (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Louis Marin ten-

dant à supprimer le troisième alinéa (*ibid.*) ; Retrait (*ibid.*) ; Adoption de l'article 68 (*ibid.*). — Art. 69 (p. 4625) ; Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à supprimer cet article (*ibid.*) ; Rejet (*ibid.*) ; Adoption de l'article 69 (*ibid.*). — Art. 70 à 72 : adoption (*ibid.*). — Article nouveau proposé par M. Louis Marin concernant le cas où l'attributaire d'indemnité est débiteur de l'Etat (p. 4626) ; Retrait (*ibid.*). — Art. 73 (*ibid.*) ; Adoption (*ibid.*). — Art. 74 et 75 : adoption (*ibid.*). — Article nouveau présenté par M. Courant tendant à exonérer les loyers des immeubles endommagés des prélèvements en faveur du fonds national pour l'amélioration de l'habitat (p. 4627) ; Retrait (*ibid.*). — Art. 76 à 79 : adoption (*ibid.*). — Art. 80 (*ibid.*) ; Amendement présenté par M. Louis Marin tendant à rendre la loi applicable dès sa promulgation (*ibid.*) ; Retrait (*ibid.*) ; Adoption de l'article 80 (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4649). — Ont pris part à la discussion des articles : MM. Baumann, François Billoux, *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* ; Chastellain, René Coty, Coudray, Courant, Darou, Delahoutre, Delcos, Garet, Guesdon, Guillet, Halbout, Kriegel-Valrimont, Letourneau, *Ministre des Finances par intérim* ; Louis Marin, Midol, Mignot, Morice, Nisse, Poirot, Prot, René Schmitt, *Rapporteur* ; Thiriet, Vendroux, *Président de la Commission* ; Yvon.

§ 11. — Voy. Tunisie, § 1^{er}.

DOMMAGES ET INTÉRÊTS. — Voy. *Séparation de corps*.

DOUANES (Régime des). — Proposition de loi de MM. le colonel Félix et Rousseau tendant à rétablir et à modifier les articles 417 à 440 du Code des douanes, concernant le droit intérieur de consommation sur le sel, supprimés par la loi du 31 décembre 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 237.

Il n'a pas été présenté de rapport.

DOUBLE FOYER. — Voy. *Indemnités*, § 1^{er}.

DOUBLE RÉSIDENCE. — Voy. *Indemnités*, § 1^{er}. — *Loyers*, § 21.

DRAC (Plaine du). — Voy. *Assainissement*, § 1^{er}.

DROIT.

— d'acquisition prioritaire. — Voy. *Ravitaillement* § 16.

— matrimonial. — Voy. *Alsace et Lorraine*, § 17.

— de préemption. — Voy. *Impôts*, § 2. — *Statut du fermage*, § 8.

— de priorité. — Voy. *Loyers*, § 3.

— de réponse. — Voy. *Presse*, § 2.

— de reprise. — Voy. *Loyers*, §§ 9, 13, 15. — *Statut du fermage*, § 6.

— de succession. — Voy. *Prisonniers et déportés*, § 8.

— de vote. — Voy. *Elections*, § 9.

— de vote par correspondance. — Voy. *Elections*, § 14.

DROIT D'AUTEUR. — Proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à accorder un droit d'auteur aux créateurs scientifiques, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de la justice), n^o 998,

Il n'a pas été présenté de rapport.

DROME. — Voy. *Calamités atmosphériques*, § 12.

DUNKERQUE. — Voy. *Ports*, § 1^{er}.

DUNKERQUE (Reconstruction du port de), Observations y relatives, voy. *Budget de 1945*, § 1^{er}.

